



Marseille, le 8 septembre 2026

**COMMUNIQUÉ DE L'UD CGT 13
& DU SYNDICAT FILPAC CGT
FIBRE EXCELLENCE PROVENCE**

TARASCON, APRES UN DESASTRE SOCIAL : UN DESASTRE ENVIRONNEMENTAL

Malgré 4 arrêtés préfectoraux et 2 réquisitions portées par les forces de l'ordre au mandataire liquidateur de Fibre Excellence ainsi qu'au directeur général délégué de REALTECH, filiale de PONTICELLI, les dispositifs indispensables à la sécurité du site de Tarascon ne sont toujours pas remis en service.

L'orage est désormais sur la zone et les eaux de pluie peuvent entraîner les produits polluants présents sur le site dans le réseau fluvial de l'usine, puis vers le Rhône. Soude, sulfures, sulfates.

Le risque de pollution est immédiat.

En aval, ce sont 75 kilomètres de Rhône jusqu'à Port-Saint-Louis, la Camargue, ses nappes phréatiques, la riziculture, le maraîchage, l'ostréiculture et tout un écosystème qui sont menacés.

La santé et l'environnement ne peuvent pas être sacrifiés.

Après avoir licencié 270 salariés, ceux qui prétendent gérer le site refusent aujourd'hui de mobiliser les compétences indispensables pour le sécuriser.

Car les anciens salariés de Fibre Excellence Provence disposent de ces qualifications. Ils l'ont dit, écrit et proposé depuis des semaines. Pourtant, ce soir, leurs badges d'accès ont été désactivés. Ils ne peuvent plus intervenir sur les installations, remettre en service les équipements nécessaires ou prévenir un départ de feu ou une pollution.

C'est un scandale social, sanitaire, environnemental et industriel.

L'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône et les salariés de Fibre Excellence exigent l'application immédiate des arrêtés préfectoraux et des réquisitions, ainsi que le retour sur le site des travailleurs afin d'en assurer la sécurisation.

Sécuriser l'usine, c'est protéger les populations et le Rhône. C'est aussi maintenir l'outil industriel en état de redémarrer et préserver jusqu'au bout la possibilité d'une reprise et de l'emploi industriel à Tarascon.

Depuis des semaines, les salariés alertent, proposent des solutions et se rendent disponibles. Personne ne pourra désormais prétendre qu'il ne savait pas.

Contacts Presse :

François BATISTA 06 69 62 40 46
Jean-Michel BULINGE 06 06 73 45 41